

LE PROJET GOUVERNEMENTAL SUR LES RETRAITES : UN PROJET DE RÉGRESSION SOCIALE ET UNE ATTAQUE EN RÈGLE CONTRE LES SALARIÉS !

- “ *Un cheval, une alouette* ” : 22,6 milliards seront ponctionnés sur les salariés contre 4,4 milliards sur les revenus financiers.
- Pour satisfaire les marchés financiers, le gouvernement Sarkozy propose le système de retraite le plus régressif de tous les pays européens.
- La pénibilité n'est plus reconnue que lorsque les dégâts sont déjà faits : seuls pourront en bénéficier les travailleurs ayant une invalidité de 20 %.
- La retraite à 62 ans, c'est potentiellement soustraire l'équivalent d'un million d'emplois pour les jeunes.
- La question des seniors au travail est à peine évoquée, alors qu'aujourd'hui, seuls 38% des 55/64 ans sont dans une situation d'emplois.
- Ce n'est qu'à 67 ans que l'on pourra liquider une retraite à taux plein !

DE PLUS, CELA NE RÈGLE RIEN :

Pour financer ce projet, il manque 15 milliards que le gouvernement devra trouver dans nos poches et dans 10 à 15 ans, il faudra à nouveau réformer le système de retraite !

**POUR NE PAS TRAVAILLER DU
BERCEAU AU CERCUEIL,
MOBILISONS-NOUS ET DÉFENDONS
NOTRE SYSTÈME SOCIAL !**

**TOUS À LA
MANIFESTATION
LE 24 JUIN 2010, À 14H,
PLACE DE LA RÉPUBLIQUE !**

Le cortège ira jusqu'à la Nation, en passant par la Bastille, permettant aux salariés de rejoindre la manif en sortant du travail.

Collectif Retraites 6^e arrdt : Les Verts Quartier Latin, Le Front de Gauche : PCF 6e et Parti de Gauche Paris-Centre, la LDH (Ligue des Droits de l'Homme) section Paris 14/6



→ Qu'en disent les centrales syndicales :

Eric Aubin, responsable des retraites à la CGT : "Ce que l'on propose, c'est de réécrire le texte en prenant en compte ce que disent les organisations syndicales" et que "ça se traduise concrètement de façon à ce que ça ne soit pas les salariés qui paient".

Marcel Grignard, numéro 2 de la CFDT, estime que la réforme est "injuste et inefficace" et que "les jeunes générations feront les frais" d'une prochaine réforme jugée "inévitabile".

Jacques Voisin, président de la CFTC: "Nous ne pouvons être qu'en désaccord! Sous couvert de pérenniser notre système de retraites, cette réforme ne fait que répondre à des impératifs financiers dont le mot d'ordre est de réduire les déficits publics et ce à n'importe quel prix. L'effort demandé à tous les salariés est de 4 mois par an (pour atteindre ce qui deviendrait l'âge légal de 62 ans), alors que l'augmentation de l'espérance de vie au-delà de 60 ans est de moins de 2 mois par an!".

FO rejette l'intégralité du texte.